

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 JANVIER 1928

Projet de loi

approuvant l'accord forfaitaire conclu entre la Belgique et l'Allemagne, sur le règlement des petites créances soumises à la procédure de compensation.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Le 31 janvier 1920, le Gouvernement belge a adhéré à la section III de la Partie X du Traité de Versailles; cette section organise le règlement des dettes et créances d'avant-guerre ou échues pendant la guerre mais résultant de contrats d'avant-guerre, entre ci-devant ennemis, par l'intermédiaire des Offices de Vérification et de Compensation.

Cette procédure était favorable aux créanciers belges; ils bénéficiaient de la valorisation des créances exprimées en monnaies étrangères dépréciées, de la garantie du Gouvernement allemand, responsable des dettes de ses ressortissants, et enfin des intérêts dus en vertu du Traité sur toutes les créances soumises à ce régime et dites compensables (art. 296 litt. b, d et annexe § 22).

Quant aux débiteurs belges, leurs dettes contribuaient par le système de compensation, au paiement, par l'Allemagne, de sa dette de guerre envers la Belgique. Ainsi, l'Etat belge trouvait également profit à cette modalité de règlement (art. 296 annexe § 11).

Dans l'esprit des auteurs du Traité, la procédure instituée devait aboutir à un règlement rapide des créances et dettes compensables; des délais étaient en effet impartis par le Traité pour la déclaration des créances et la procédure paraissait complètement réglée (art. 296 annexe §§ 5 et 7).

Cette attente fut déçue en raison surtout du nombre considérable de créances et dettes dont fut saisi l'Office Belge de Vérification et de Compensation.

Il lui fut en effet notifié 27.476 créances belges représentant, en principal, une somme totale de fr. 533.136.637.17.

Il fut saisi par l'Office Allemand de 71.704 créances allemandes représentant, en principal, une somme de fr. 188.320.126.08.

A la date du 1^{er} décembre 1927, soit après huit années d'exercice, avaient été liquidées par les Offices, : 22,089 créances belges et 36,069 créances allemandes.

Il restait donc en suspens : 5,387 créances belges pour un montant, en principal, de fr. 267,165,581.08 et 35,635 créances allemandes pour un montant, en principal, de fr. 82,235,864.04.

Le règlement de ces nombreuses dettes et créances par la voie des Offices, avec recours éventuel au Tribunal Arbitral Mixte germano-belge (art. 296 annexe § 16), eut nécessité le maintien de ces organismes pendant de nombreuses années encore.

A ces considérations d'ordre général, s'ajoute ce fait que les détenteurs de créances belges de minime importance reculent, en cas de contestation, devant les frais d'une instance longue et coûteuse ; il en résulte parfois des abandons de droits parfaitement fondés et, par conséquent, un préjudice certain pour le Gouvernement belge, intéressé lui-même au prompt et complet règlement des créances de ses ressortissants.

C'est dans ces conditions qu'apparut la nécessité de conclure, entre les deux Offices, un accord forfaitaire réglant, par une somme globale, la masse des petites créances réciproques encore en suspens. En agissant ainsi, l'Office belge a suivi la voie dans laquelle s'étaient déjà engagés, pour les mêmes motifs, les Offices français, anglais et italien qui, le 16 février 1924, le 30 juin 1924 et le 23 avril 1924, signèrent avec l'Office allemand des accords semblables à celui conclu le 22 décembre 1927, à Paris, entre les représentants des Offices belge et allemand, dont l'approbation est sollicitée par le projet soumis à vos délibérations.

Cette approbation est indispensable en raison des modifications d'ordre intérieur apportées par l'accord à certaines dispositions de la section III de la Partie X du Traité de Versailles ratifié par la loi belge du 15 septembre 1919.

Le préambule de l'accord du 22 décembre 1927 rappelle brièvement les motifs qui ont amené les Offices à le conclure.

L'article 1 précise les sommes dont les Offices se créditeront mutuellement dans la quinzaine qui suivra la mise en vigueur de l'accord ; par ces crédits sont réglés, en principal et intérêts, les créances et soldes de créances belges encore en suspens et ne dépassant pas 10,000 francs ainsi que les créances et soldes de créances allemandes encore en suspens et ne dépassant pas 3,000 francs.

D'après les statistiques, les créances belges et allemandes comprises dans l'énumération de l'article 2 s'élèvent respectivement à fr. 16,231,644.64 et fr. 16,513,228.39, soit des montants approximativement égaux. Ces chiffres comprennent les intérêts courus sur les créances et soldes de créances encore dus en principal, soit, en règle générale, 65 p. c. de ces montants ou 13 années d'intérêt à raison de 5 p. c.

Il résulte de ces chiffres que l'Office belge reçoit un crédit supérieur de près de 10 millions à celui qu'il donne lui-même à l'Office allemand. Cette différence s'explique par ce qui suit.

D'une part, à l'exception des dettes des habitants de la région non envahie du pays, le Gouvernement belge n'est pas responsable des dettes de ses ressortissants, notre pays ayant été presque totalement occupé par l'ennemi ; le Gouvernement allemand, au contraire, est responsable des dettes de ses ressortissants (art. 296, litt. b du Traité).

D'autre part, les statistiques établissent que seront réglées, par l'accord, environ 4,000 créances belges et 34,000 créances allemandes. Ces dernières sont donc, dans leur grande masse, d'un montant de beaucoup inférieur en chiffre au montant des créances belges.

En renonçant par l'accord au bénéfice de l'exonération de responsabilité que lui

assure le Traité, le Gouvernement belge s'expose au risque de ne pas recouvrer la totalité des dettes belges, risque augmenté encore en raison du nombre très grand des créances allemandes à recouvrer.

Pour couvrir l'Office belge de ce risque, il a été convenu qu'il serait crédité de la totalité des créances belges, soit frs 16,231,644.64, et l'Office allemand de frs 6,605,291.33 seulement, soit 40 pour cent de frs 16,513,228,39, montant total des créances allemandes visées par l'accord. Cette marge de 60 pour cent, jointe aux mesures prévues par d'autres dispositions de l'accord, paraît suffisante pour éviter toutes pertes, si l'on tient compte de l'achèvement anticipé de la tâche de l'Office belge et de celle du Tribunal Arbitral Mixte germano-belge.

L'article 2 énumère les diverses créances réglées par les crédits réciproquement donnés en vertu de l'article 1^{er}. Ce règlement est définitif ; il englobe toutes les créances belges et allemandes de 10,000 frs et 3,000 frs respectivement.

Le litt. *a* comprend les créances encore demeurées entières.

Sous le litt. *b* sont compris les soldes de créances encore en suspens en principal et intérêts, le surplus ayant été entièrement liquidé en principal et intérêts.

Le litt. *c* comprend uniquement les intérêts de créances déjà réglées en principal.

Le litt. *d* comprend le solde demeuré en suspens de créances reconnues partiellement en principal seulement ; sur ces créances, il demeurerait donc en litige un solde en capital et les intérêts sur la créance entière.

Les créances comprises dans l'émunération de l'article 2 étant réglées, il ne restera plus en suspens que environ 1,400 créances belges et 1,800 créances allemandes.

L'article 3 fixe au 30 novembre 1927 la date à prendre en considération pour l'application de l'article 2 ; toutes opérations postérieures à cette date et relatives aux créances et dettes comprises dans l'accord, sont annulées.

Cet article rappelle les prescriptions du Traité de Versailles, relatives aux taux de conversion des dettes et créances exprimées en monnaies étrangères ; il précise aussi, afin d'éviter des controverses, certains termes employés à l'article 2.

L'article 4 a pour conséquence de maintenir la situation des Offices telle qu'elle était fin novembre 1927.

L'article 5 marque la volonté des Offices de liquider définitivement entre eux les créances et dettes visées par l'accord ; mais, afin de ne pas priver un créancier des droits que lui confère le Traité, il a été entendu (alinéa 2) que l'Office crédité garantirait l'Office débiteur et le débiteur lui-même contre tous recours et actions. Cet alinéa 2 de l'article 5 est à rapprocher des dispositions de l'article 7, ci-après exposées.

Il importait pourtant que les Offices pussent encore, pendant un temps déterminé, se secourir en vue de leur permettre, soit de poursuivre un débiteur en paiement de son dû, soit de contester une créance non établie. C'est l'objet de l'article 6.

L'article 7 contient une disposition très importante pour l'Office belge. D'après les dispositions du Traité de Versailles qui le régissent, on pourrait soutenir qu'il est tenu de verser au créancier belge toutes sommes dont il est crédité par l'Office allemand, sous la seule déduction du droit de recouvrement prévu par le § 9 de l'annexe de l'article 296. Il s'ensuit que, dans un texte nouveau et dérogoratoire à ces dispositions, l'Office belge, crédité de 100 pour cent en vertu de l'article 1, pourrait être tenu de verser aux créanciers belges la totalité de leurs créances en principal et intérêts, moins le droit de recouvrement ; il ne

pourrait refuser ce paiement même si la créance manquait totalement de fondement, ce qui aboutirait à faire bénéficier ce créancier d'un enrichissement indu. Il fallait donc investir l'Office belge du pouvoir de contester une créance belge comprise dans l'accord forfaitaire. Aussi l'article 7, al. 4, édicte-t-il que l'Office belge pourra refuser le paiement de toutes créances belges dont le fondement n'est pas établi, sauf le droit du créancier de porter le litige devant le Tribunal Arbitral Mixte germano-belge dont la décision ne pourra cependant préjudicier ni l'Office allemand, ni le débiteur allemand vu le crédit intégral alloué par l'Office allemand à l'Office belge en vertu de l'article 1^{er}. Il en résulte que les droits du créancier demeurent tels qu'ils sont actuellement ; ils ne sont ni diminués ni entravés, et l'obligation de payer incombant éventuellement à l'Office créancier dès le créditement, est supprimée et remplacée par le droit de contester toute créance dénuée de fondement.

La mesure prévue contribue en même temps à couvrir l'Office belge du risque auquel il s'expose puisqu'il conserve dans ses caisses le montant de la créance non fondée.

La faculté conférée au Gouvernement belge, par l'article 7 alinéa 4 in fine, de limiter le montant des intérêts tend au même but, et s'inspire de l'article 2277 du Code Civil.

Les alinéas 2 et 3 de l'article 7 renforcent la situation de l'Office belge vis-à-vis des débiteurs belges dont la dette a été réglée par l'accord ; il importe qu'il soit armé pour les contraindre au paiement intégral. Si la dette d'un débiteur réunit les conditions requises par l'article 296 du Traité de Versailles, l'Office belge pourra, avec l'Office allemand, prendre la décision conjointe prévue par le § 20 de l'annexe à l'article 296. Cette décision conjointe confirmée par le Tribunal Arbitral Mixte germano-belge, et notifiée au débiteur, n'est rien moins qu'un véritable jugement par défaut exécutoire sauf opposition devant le Tribunal Arbitral Mixte, dans un délai déterminé par le règlement de procédure de cette Haute Juridiction. L'alinéa 3 n'innove pas à cet égard, tandis que l'alinéa 2 est une disposition nouvelle qui recevra principalement son application dans le cas où la dette, réglée par l'accord, n'est pas compensable et échappe à la juridiction du Tribunal Arbitral Mixte germano-belge. L'Office belge pourra ainsi en poursuivre le paiement intégral devant toute juridiction de droit commun.

L'article 8 soustrait à l'accord les créances et dettes des habitants de la Sarre ; cette disposition est justifiée par le motif que la souveraineté du Gouvernement allemand n'est pas entière sur ce territoire, ce qui entrave son action.

L'article 9 soumet au Tribunal Arbitral Mixte tous conflits relatifs à l'interprétation et l'exécution de l'accord.

L'article 10, enfin, vise l'entrée en vigueur de la convention.

Vous constaterez, Messieurs, d'après le protocole signé en même temps que l'accord et qui en forme partie intégrante, que le Gouvernement allemand a donné *hic et nunc* son adhésion au traité moyennant approbation de celui-ci par la législature belge avant le 29 février 1928.

L'examen du projet de loi que le Gouvernement a l'honneur de soumettre à vos délibérations revêt donc un caractère d'extrême urgence.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

HYMANS.

Le Ministre des Finances,

M. HOUTART.

ACCORD FORFAITAIRE

sur le règlement des petites créances.

Les Offices de Vérification et de Compensation belge et allemand, considérant que l'application régulière de l'article 296 du Traité de Versailles ne permettrait de liquider que dans un avenir éloigné les créances et les dettes soumises à cette procédure, sont convenus, tant dans l'intérêt des Gouvernements intéressés que dans celui de leurs ressortissants, des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

Dans la quinzaine qui suivra la mise en vigueur du présent accord, l'Office allemand créditera l'Office belge de la somme forfaitaire de fr. 16.231.644,64, l'Office belge, l'Office allemand de la somme forfaitaire de fr. 6.605.291,35.

ARTICLE 2.

Par ces crédits sont définitivement réglés, en principal et intérêts :

a) Les créances dont le montant notifié et non crédité ni retiré ne dépasse pas, pour les créances belges, la somme de 10.000 francs et pour les créances allemandes, la somme de 3.000 francs ;

b) Le solde des créances partiellement créditées ou retirées, en principal et intérêts, pour autant qu'il ne dépasse pas, pour les créances belges la somme de 10.000 francs et pour les créances allemandes la somme de 3.000 francs.

c) Tous intérêts sur des créances dont le principal a été complètement crédité ou retiré pour autant que ces intérêts ne dépassent pas, pour les créances belges, la somme de 10.000 francs et pour les créances allemandes la somme de 3.000 francs.

d) Tout solde de créances partiellement créditées ou retirées en capital seulement, pour autant que, ni le solde en capital, ni les intérêts afférents à la partie créditée ou retirée ne dépassent pas, pour les créances belges la somme de 10.000 francs, et pour les créances allemandes la somme de 3.000 francs.

ARTICLE 3.

Pour l'application de l'article 2, la date à prendre en considération est celle du 30 novembre 1927 inclusivement.

Pour les créances notifiées dans une monnaie autre que la monnaie belge, les sommes en francs mentionnées à l'article 2 seront déterminées au cours de conversion prévu à l'article 296, litt. d du Traité de Versailles.

Les crédits, recréditements et retraits opérés par les offices postérieurement à

cette date, relativement aux créances et dettes visées par le présent accord, sont annulés ; les redressements nécessaires seront effectués.

Dans les cas où la notification comprend expressément et séparément un capital et des intérêts, les termes « montant notifié » au sens de l'article 2, litt. *a* et « solde » au sens de l'article 2, litt. *b*, se rapportent exclusivement au capital.

ARTICLE 4.

Le présent accord englobe les créances pendantes à la date du 1^{er} décembre 1927 devant le Tribunal Arbitral Mixte germano-belge, celles pour lesquelles cette Haute Juridiction a rendu une sentence non encore exécutée à la dite date, ainsi que les demandes de recréditement dont le montant ne dépasse pas, pour les demandes de l'Office belge, la somme de 3,000 francs et pour les demandes de l'Office allemand, la somme de 10,000 francs, ces demandes étant, dès à présent, considérées comme retirées.

ARTICLE 5.

Les crédits globaux et forfaitaires, donnés en vertu de l'article premier, éteignent les obligations respectives des deux Offices quant aux créances visées au présent accord.

En conséquence, l'Office créancier garantira l'Office débiteur ainsi que le débiteur contre tous recours et actions de la part du créancier et supportera les frais résultant de pareils recours et actions.

ARTICLE 6.

Par dérogation à l'article 5, les Offices s'engagent mutuellement à se procurer et à fournir dans la limite du possible, toutes pièces justificatives demandées et nécessaires à la preuve de l'existence ou de l'inexistence des créances susdites. Les demandes de l'espèce ne pourront plus être présentées après le 31 décembre 1928 : même avant cette date, elles ne seront accueillies qu'exceptionnellement pour les créances ou soldes inférieurs à 100 francs.

ARTICLE 7.

Dans les limites de la législation nationale de chacun des deux pays intéressés et des dispositions à prendre par le Gouvernement belge, chacun des Offices règle avec les parties les créances et dettes visées au présent accord. Il est loisible notamment à l'Office belge de refuser le paiement de toutes créances belges dont le fondement n'est pas établi et de limiter dans tous les cas le montant des intérêts.

L'Office débiteur est subrogé dans les droits du créancier.

Pour faciliter à l'Office débiteur la poursuite du recouvrement des dettes, l'Office créancier s'engage à prendre toute décision conjointe sollicitée par l'Office débiteur.

Sans préjudice à l'application de l'article 5 ci-avant, les parties auront, en cas de contestation, le droit de recourir au Tribunal Arbitral Mixte germano-belge.

ARTICLE 8.

Les créances et les dettes des habitants du Territoire de la Sarre au sens de la convention conclue avec la Commission du Gouvernement du Territoire de la Sarre, sont exclues du présent accord.

ARTICLE 9.

Le présent accord sera communiqué au Tribunal Arbitral Mixte germano-belge. Les désaccords entre Offices quant à l'interprétation et l'exécution du présent accord seront soumis audit Tribunal Arbitral Mixte.

ARTICLE 10.

Le présent accord, rédigé en français et en allemand, entrera en vigueur à la date de l'adhésion des Gouvernements belge et allemand, qui sera donnée par échange de notes entre le Ministère belge des Affaires Étrangères et la Légation d'Allemagne à Bruxelles.

Fait à Paris, en français et en allemand, en deux exemplaires, le 22 décembre 1927.

Pour l'Office allemand de Vérification et de Compensation :

(s.) D^r BRILL.

Pour l'Office belge de Vérification et de Compensation :

(s.) SARTINI.

COLARD.

PROTOCOLE.

Vu l'accord forfaitaire conclu aujourd'hui entre les Offices de Vérification et de Compensation belge et allemand, pour le règlement global des petites créances, les délégués soussignés des Gouvernements belge et allemand déclarent au nom de leurs Gouvernements respectifs ce qui suit :

I.

Le Gouvernement royal belge s'engage dès à présent à donner sans réserve l'adhésion prévue à l'article 10 de l'accord susvisé aussitôt que les Chambres législatives belges auront approuvé cet accord. Le Gouvernement belge s'efforcera, dans le but d'accélérer la procédure de compensation, d'obtenir cette approbation aussi vite que possible, et en tout état de cause avant le 29 février 1928.

II.

Le Gouvernement allemand s'engage dès à présent à donner sans réserve l'adhésion prévue à l'article 10 de l'accord susvisé, à condition que le Gouvernement royal belge fasse connaître à la Légation d'Allemagne à Bruxelles avant le

8 mars 1928 que les Chambres législatives belges ont donné leur approbation à cet accord.

III.

L'échange de notes prévues à l'article 10 de l'accord susvisé se fera dans la huitaine de la communication dont s'agit au n° II ci-dessus.

Fait à Paris, en français et en allemand, en deux exemplaires, le 22 décembre 1927.

Pour le Gouvernement royal belge :

(s.) H. DEDUYTSCHAEVER.

Pour le Gouvernement allemand :

(s.) D^r FUCHS.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 17 JANUARI 1928.

Wetsontwerp

houdende goedkeuring van het gezamenlijk akkoord tusschen België en Duitschland gesloten omtrent het regelen van de kleine, aan de afrekeningsproceduur onderworpen schuldverordeningen.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Op 31 Januari 1920 is de Belgische Regeering toegetreden tot de III^e Sectie van Deel X van het Verdrag van Versailles; bij deze Sectie wordt de regeling bepaald van de schulden en schuldverordeningen van vóór den oorlog of vervallen gedurende den oorlog, maar voortspuitend uit vóóroorlogsche contracten, tusschen gewezen vijanden, door bemiddeling der Afrekeningsdiensten. Deze regeling was voordeelig voor de Belgische schuldeischers; zij genoten de valorisatie der vorderingen, luidende in gedeprecieerde buitenlandsche munt, den waarborg der Duitsche Regeering, verantwoordelijk voor de schulden van hare onderdanen, en eindelijk de interesten, verschuldigd krachtens het Verdrag op al de aan dit regime onderworpen en zoogezegde vereffenbare vorderingen (art. 296, litt. b, d en bijlage § 22).

Wat de Belgische schuldenaars betreft, hielpen hunne schulden, dank zij het stelsel van de compensatie, mede tot het betalen door Duitschland van zijne oorlogsschuld tegenover België. Aldus vond de Belgische Staat eveneens baat bij deze betalingswijze (art. 296 bijlage § 11).

In den geest van de opstellers van het Verdrag, moest de ingestelde proceduur uitloopen op een spoedige regeling van de vereffenbare vorderingen en schulden; bij het Verdrag werden inderdaad termijnen vastgesteld voor het aangeven van de vorderingen en de proceduur scheen heeltemaal geregeld (art. 296, bijlage § 5 en 7). Deze verwachting werd niet beantwoord, vooral door het aanzienlijk aantal vorderingen en schulden welke bij den Belgischen Afrekeningsdienst werden ingebracht.

Er werden aan dezen dienst immers 27,476 Belgische vorderingen genotificeerd, bedragende in hoofdsom een totaal van fr. 533,136,637.17.

Er werden bij dezen dienst door den Duitschen dienst 71,704 Duitsche vorderingen ingediend, tot een bedrag, in hoofdsom, van fr. 188,320,126.08.

Op 1 December 1927, zegge na acht jaar werking, waren door de Diensten vereffend :

22,089 Belgische en 36,069 Duitsche vorderingen.

Bleven dus aanhangig :

5,387 Belgische vorderingen tot een bedrag, in hoofdsom, van 267,165,581.08 frank en 35,635 Duitse vorderingen tot een bedrag, in hoofdsom, van 82,235,864.04 frank.

Het regelen van deze talrijke schulden en vorderingen door bemiddeling van de Afrekeningsdiensten, met gebeurlijk beroep op het Duitsch-Belgisch gemengd Scheidsgerecht (art. 296, bijlage § 16) had het behouden dezer organismen gedurende nog lange jaren noodzakelijk gemaakt.

Bij deze overwegingen van algemeenen aard dient nog het feit te worden gevoegd dat de houders van Belgische schuldvorderingen van gering bedrag, in geval van betwisting terugwijken vóór de kosten van een langdurig en kostbaar rechtsgeding; dit geeft soms er toe aanleiding dat van stevig gegronde rechten wordt afgezien wat dienvolgens, een onbetwistbaar nadeel berokkent aan de Belgische Regeering, die zelf belang heeft bij het spoedig en volledig regelen van de vorderingen harer onderdanen.

Aldus bleek het noodzakelijk, tusschen de twee Afrekeningsdiensten, een gezamenlijk akkoord af te sluiten tot regeling, door een globale som, van de massa der kleine wederzijdsche en nog aanhangige schuldvorderingen. Op dezen weg werd de Belgische Afrekeningsdienst vóórgegaan door den Franschen, den Britschen en den Italiaanischen dienst, welke om dezelfde redenen op 16 Februari 1924, op 30 Juni 1924 en 23 April 1924 met den Duitsechen Afrekeningsdienst akkoorden onderteekenden van gelijken aard als dat, welk op 22 December 1927 te Parijs afgesloten werd tusschen de vertegenwoordigers van den Belgischen en den Duitsechen dienst, en welks goedkeuring bij het aan uwe beraadslagingen onderworpen ontwerp gevraagd wordt.

Deze goedkeuring is noodzakelijk wegens de wijzigingen van binnenlandschen aard, welke het akkoord brengt aan zekere bepalingen van Sectie III van Deel X van het Verdrag van Versailles, bekrachtigd door de Belgische wet van 15 September 1919.

In de inleiding van het akkoord van 22 December 1927 wordt bondig herinnerd aan de redenen welke de Afrekeningsdiensten tot het afsluiten ervan hebben gebracht.

Bij artikel 1 worden de sommen bepaald waarvoor de Afrekeningsdiensten elkaar zullen krediteeren binnen de vijftien dagen na het in voege treden van het akkoord; door deze kredieten worden, in hoofdsom en intresten geregeld de nog aanhangige Belgische schuldvorderingen en saldo's van schuldvorderingen welke 10,000 frank niet overschrijden, alsook de dito Duitse schuldvorderingen en saldo's van schuldvorderingen tot hoogstens 3,000 frank.

Naar luid van de statistieken beloopt de in de opsomming van artikel 2 omvatte Belgische en Duitse vorderingen respectievelijk fr. 16.231.644.64 en fr. 16.513.288.39 zegge nagenoeg gelijke bedragen. Deze getallen omvatten de intresten vervallen op de schuldvorderingen en saldo's van schuldvorderingen welke nog in hoofdsom verschuldigd zijn, zegge over het algemeen, 65 ten honderd van deze bedragen of 13 jaren intrest tegen 5 ten honderd.

Blijkens deze cijfers ontvangt de Afrekeningsdienst een krediet, haast tien miljoen hooger dan dat welk hij zelf aan den Duitsechen dienst verleent.

Ziehier de uitlegging van dit verschil :

Eenerzijds, met uitzondering van de schulden der bewoners van het niet overweldig gebied van het land, is de Belgische Regeering niet aansprakelijk voor de schulden harer onderdanen, daar ons land schier geheel door den vijand

bezet werd; de Duitse Regeering, integendeel, is verantwoordelijk voor de schulden harer onderdanen (Art. 296, litt. b, van het Verdrag).

Anderzijds, wordt er bij de statistieken vastgesteld dat ongeveer 4.000 Belgische en 34.000 Duitse schuldvorderingen bij het akkoord zullen geregeld worden. Laatstbedoelde hebben dus grootendeels een veel geringer bedrag dan de Belgische vorderingen.

Door bij het akkoord te verzaken aan het voordeel der ontlasting van de verantwoordelijkheid, welke haar bij het Verdrag verzekerd wordt, loopt de Belgische Regeering het risico de totaliteit der Belgische schulden niet in te vorderen, risico des te grooter door dien het aantal Duitse schuldvorderingen aanzienlijk is.

Om den Belgischen Afrekeningsdienst tegen dit risico te vrijwaren werd overeengekomen dat deze zou gekrediteerd worden voor de totaliteit der Belgische schuldvorderingen, zegge voor fr. 16,231,644.64 en de Duitse Afrekeningsdienst enkel voor fr. 6,608,291.35, zegge 40 t. h. van fr. 16,513,228.39, totaal bedrag der bij het akkoord bedoelde Duitse vorderingen.

Dit verschil van 60 t. h., gevoegd bij de maatregelen voorzien bij andere bepalingen van het akkoord, schijnt te volstaan om alle verliezen te vermijden, indien men rekening houdt met de vervroegde voltooiing van de taak van den Belgischen Afrekeningsdienst en van die van het Duitsch-Belgisch gemengd Scheidsgerecht.

Bij artikel 2 worden opgesomd de verschillende vorderingen geregeld door de krachtens artikel 1 wederzijds verleende kredieten. Deze regeling is definitief: zij omvat al de Belgische en Duitse schuldvorderingen respectievelijk van 10,000 fr. en 3,000 fr.

Litt. a omvat de onverkort gebleven schuldvorderingen.

Litt. b omvat de nog in hoofdsom en interesten aanhangig zijnde saldos terwijl het overige in hoofdsom en interesten geheel vereffend werd.

Litt. c omvat enkel de interesten van reeds in hoofdsom geregelde schuldvorderingen.

Litt. d omvat het aanhangig gebleven saldo van enkel in hoofdsom gedeeltelijk erkende schuldvorderingen; op deze vorderingen bleven dus in betwisting een saldo in kapitaal en de interesten op de geheele vordering.

Vermits de in de opsomming van artikel 2 begrepen schuldvorderingen geregeld zijn, zullen nog slechts ongeveer 1,400 Belgische en 1,800 Duitse schuldvorderingen aanhangig blijven.

Bij artikel 3 wordt 30 November 1927 gesteld om als datum in aanmerking te komen bij de toepassing van artikel 2; alle verrichtingen na dezen datum, betrekkelijk de in het akkoord begrepen vorderingen en schulden uitgevoerd, worden nietig verklaard.

Bij dit artikel wordt herinnerd aan de voorschriften van het Verdrag van Versailles, betreffende de waarde waarop de in vreemde munten luidende schulden en vorderingen dienen omgezet; om twistpunten te vermijden worden ook bij dit artikel zekere in artikel 2 gebruikte uitdrukkingen nader omschreven.

Artikel 4 strekt tot het behoud van den toestand der Diensten, zooals hij was op einde November 1927.

Artikel 5 doet uitschijnen dat de Diensten onder elkaar de bij het akkoord bedoelde vorderingen en schulden definitief willen vereffenen; doch, om geen schuldeischer te berooven van de rechten welke het Verdrag hem toekent, werd er overeengekomen (lid 2) dat de gekrediteerde Dienst den schuldplichtigen

Dienst en den schuldenaar zelf zouden vrijwaren van alle verhaal en actie. Men vergelijkte dit lid 2 van artikel 5 met de hierna uiteengezette bepalingen van artikel 7.

Het kwam er nochtans op aan dat de Diensten nog gedurende een bepaalden tijd, elkander konden helpen om het hun mogelijk te maken, hetzij een schuldenaar tot het betalen zijner schuld te vervolgen, hetzij eene niet bewezen schuldvordering te betwisten. Dit punt maakt het voorwerp van artikel 6 uit.

Artikel 7 behelst eene bepaling die voor den Belgischen Dienst van zeer groot belang is. Krachtens de bepalingen van het Verdrag van Versailles, die dezen beheerschen, zou men kunnen houden staan dat hij verplicht is aan den Belgischen schuldeischer alle sommen te storten, waarvoor hij door den Duitschen dienst gekrediteerd wordt, met aftrek alleen van het bij § 9 van de bijlage bij artikel 296 voorziene inningsrecht. Daaruit volgt dat, zonder een nieuwen, van deze bepalingen afwijkenden tekst, de Belgische Dienst, gekrediteerd met 400 t. h. krachtens artikel 4, er toe zou kunnen genoopt zijn aan de Belgische schuldeischers de totaliteit hunner schuldvorderingen in hoofdsom en interesten, min het inningsrecht, uit te betalen; hij zou deze betaling niet kunnen weigeren zelfs indien de schuldvordering als ongegrond voorkwam, hetgeen dezen schuldeischer op onrechtmatige wijze zou verrijken. Den Belgischen Dienst moest dus de macht verleend worden een in het gezamenlijk akkoord omvatte Belgische schuldvordering te betwisten. Artikel 7, lid 1, zegt dan ook dat de Belgische Dienst de uitbetaling zal kunnen weigeren van alle Belgische schuldvorderingen waarvan de gegrondheid niet bewezen is, behoudens het recht van den schuldeischer het geschil te brengen vóór het Duitsch-Belgisch gemengd Scheidsgerecht, waarvan de beslissing echter noch aan den Duitschen Dienst noch aan den Duitscher schuldenaar nadeel kan berokkenen, gezien het integraal krediet dat krachtens artikel 4 door den Duitschen Dienst aan den Belgischen Dienst werd verleend.

Daaruit volgt dat de rechten van den schuldeischer blijven zooals zij thans zijn; zij worden noch ingekort noch belemmerd en de verplichting om te betalen, welke gebeurlijk op den schuldvorderenden dienst rust vanaf de kredietearing, wordt opgeheven en vervangen door het recht om alle ongegronde schuldvordering te betwisten.

De voorziene maatregel draagt er tevens toe bij den Belgischen dienst te vrijwaren tegen het risico waaraan hij zich blootstelt, vermits hij het bedrag der niet gegronde schuldvordering in kas houdt.

De toelating welke bij artikel 7 lid 1 in fine aan de Belgische Regeering wordt verleend, namelijk om het bedrag der interesten te beperken, streeft naar hetzelfde doel en gaat uit van artikel 2277 van het Burgerlijk Wetboek.

Leden 2 en 3 van artikel 7 versterken den toestand van den Belgischen dienst tegenover de Belgische schuldenaars wier schuld bij het akkoord werd geregeld; deze dienst dient gewapend te zijn om hen tot de volledige betaling te verplichten. Indien de schuld van een schuldenaar aan de vereischten van artikel 296 van het Verdrag van Versailles voldoet, zal de Belgische dienst, samen met de Deutsche de gezamenlijke beslissing kunnen treffen, voorzien bij § 20 van de bijlage bij artikel 296. Deze gezamenlijke beslissing, bekrachtigd door het Duitsch-Belgisch gemengd Scheidsgerecht, en genotificeerd aan den schuldenaar is niets minder dan een echt vonnis bij verstek, uitvoerbaar behoudens beroep bij het gemengd Scheidsgerecht binnen een termijn gesteld bij het reglement van rechtspleging van dit hooger gerecht. Lid 3 brengt te dien opzichte niets nieuws aan, terwijl

lid 2 een nieuwe bepaling is, die vooral van toepassing zal zijn ingeval de bij het akkoord geregelde schuld niet vereffenbaar is, en buiten de rechtsmacht van het Duitsch-Belgisch gemengd Scheidsgerecht valt. De Belgische Dienst zal er aldus de volledige betaling kunnen van vervolgen voor elke jurisdictie van gemeen recht.

Artikel 8 sluit uit het akkoord de schuldvorderingen en schulden der inwoners van het Saargebied; deze bepaling is gebillijkt door het feit dat de souvereiniteit van de Duitse Regeering niet volledig is over dit grondgebied, en aldus hare actie belemmerd wordt.

Artikel 9 onderwerpt aan het Gemengd Scheidsgerecht alle geschillen betreffende de interpretatie en de uitvoering van het akkoord.

Artikel 10, ten slotte, bedoelt het in voege treden der overeenkomst.

Uit het protocol dat terzelfdertijd als het akkoord onderteekend werd en er een integreerend deel van uitmaakt, zult gij kunnen opmaken, Mijne Heeren, dat de Duitse Regeering *hic et nunc* hare toetreding tot het Verdrag gegeven heeft mits dit door de Belgische Wetgevende Macht vóór 29 Februari 1928 goedgekeurd wordt.

Het onderzoek van het wetsontwerp dat de Regeering de eer heeft aan uwe beraadslagingen te onderwerpen is dus van hoogstdringenden aard.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

HYMANS.

De Minister van Financiën,

M. HOUTART.



GEZAMENLUK AKKOORD

omtrent het regelen van de kleine vorderingen.

Overwegende dat bij eene regelmatige toepassing van artikel 296 van het Verdrag van Versailles, de regeling van de eraan onderworpen vorderingen en schulden enkel binnen onafzienbaren tijd zou kunnen gebeuren, zijn de Belgische en de Deutsche Afrekeningsdienst, zoowel in het belang der betrokken regeeringen als in dit van hare onderdanen over volgende bepalingen overeengekomen :

ARTIKEL 1.

Binnen de vijftien dagen na het van kracht worden van dit akkoord zal de Deutsche dienst op het kredit van den Belgischen dienst eene forfaitaire som van fr. 16,231,644.64 en de Belgische dienst op het kredit van den Deutschen dienst eene dito som van fr. 6,605,291.35 inschrijven.

ARTIKEL 2.

Door deze krediteeringen worden definitief, in hoofdsom en intresten, geregeld :

a) De noch gekrediteerde, noch ingetrokken vorderingen, waarvan het genotificeerd bedrag voor de Belgische vorderingen 10,000 fr. en voor de Deutsche vorderingen 3,000 fr. niet overschrijdt ;

b) Het saldo der gedeeltelijk gekrediteerde of ingetrokken vorderingen, in hoofdsom en intresten, voor zoover het, voor de Belgische vorderingen fr. 10,000 en voor de Deutsche vorderingen fr. 3,000 niet te boven gaat ;

c) Alle intresten op vorderingen, waarvan de hoofdsom ten volle gekrediteerd of ingetrokken werd, voor zoover deze intresten, voor de Belgische vorderingen 10.000 frank en voor de Deutsche vorderingen 3.000 frank niet overschrijden.

d) Alle saldo van vorderingen waarvan alleen de hoofdsom gedeeltelijk gekrediteerd of ingetrokken is, voor zoover noch het saldo in hoofdsom, noch de aan het gekrediteerd of ingetrokken gedeelte verbonden intresten voor de Belgische vorderingen 10.000 frank en voor de Deutsche vorderingen 3.000 frank niet te boven gaat.

ARTIKEL 3.

Wat betreft de toepassing van artikel 2, is uiterlijk 30 November 1927 de in aanmerking komende datum.

De door de Afrekeningsdiensten na dien datum, met betrekking tot de bij dit akkoord bedoelde vorderingen en schulden, gedane krediteeringen, herkrediteeringen en intrekkingen worden nietig verklaard; de noodige verbeteringen zullen gedaan worden.

Voor de in een andere dan Belgische munt genotificeerde vorderingen zullen de in artikel 2 vermelde sommen in franks vastgesteld worden aan den omzettingskoers voorzien bij artikel 296, litt. d. van het Verdrag van Versailles.

In de gevallen waar de notificeering uitdrukkelijk en afzonderlijk hoofdsom en intresten omvat, betreffen de bewoordingen « genotificeerd bedrag » naar den

zin van art. 2, litt. *a* en « saldo » naar den zin van art. 2, litt. *b* uitsluitend de hoofdsom.

ARTIKEL 4.

Dit akkoord omvat de op datum van 1^{re} December 1927 bij het Duitsch-Belgisch gemengd Scheidsgerecht aanhangige vorderingen, zoomede die waarvoor dit hooger gerecht een vonnis heeft gewezen dat op evenbedoelden datum nog niet ten uitvoer gelegd was, alsook de aanvragen tot herkrediteering waarvan het bedrag voor de aanvragen van den Belgischen dienst 3,000 frank en voor de aanvragen van den Duitschen dienst, 10,000 frank niet te boven gaat, welke aanvragen van nu af aan worden beschouwd als te zijn ingetrokken.

ARTIKEL 5.

Door de op grond van artikel 1 verstrekte globale en forfaitaire kredieten vervallen de onderscheidenlijke verplichtingen van beide afrekeningsdiensten, wat betreft de bij dit akkoord bedoelde vorderingen.

Dientengevolge zal de schuldeischende dienst den schuldplichtigen dienst alsmede den schuldenaar vrijwaren voor alle verhaal en actie vanwege den schuldeischer en de uit dergelijk verhaal en actie voortvloeiende kosten dragen.

ARTIKEL 6.

Met afwijking van artikel 5 verbinden de diensten zich onderling ertoe, alle bewijsstukken, die gevraagd worden en noodig zijn om van het al dan niet bestaan van bewuste vorderingen te laten blijken, naar mate van het mogelijke aan te schaffen en te bezorgen. Dergelijke aanvragen mogen niet meer na 31 December 1928 worden voorgelegd; zelfs vóór dien datum zullen zij slechts bij uitzondering voor vorderingen of saldo's van minder dan 100 frank worden toegelaten.

ARTIKEL 7.

Binnen de perken van de nationale wetgeving van elkeen van beide betrokken landen en van de door de Belgische Regeering te treffen beschikkingen, regelt elke Dienst met de partijen de bij dit akkoord bedoelde vorderingen en schulden. Het staat den Belgischen dienst inzonderheid vrij de betaling van alle Belgische vorderingen waarvan de gegrondheid niet uitgemaakt is te weigeren en in alle geval het bedrag van de intresten te beperken.

De schuldplichtige Dienst treedt in de rechten van den schuldeischer.

Om het den schuldplichtigen Dienst gemakkelijker te maken het invorderen van de schulden te vervolgen, verbindt de schuldeischende Dienst zich ertoe alle door den schuldplichtigen Dienst gevraagde gemeenschappelijke beslissing te treffen.

Onverminderd de toepassing van vorenstaand artikel 5 hebben de partijen, in geval van betwisting, het recht zich op het Duitsch-Belgisch gemengd Scheidsgerecht te beroepen.

ARTIKEL 8.

De vorderingen en schulden van inwoners van het Saargebied naar den zin van de met de Regeeringscommissie van het Saargebied getroffen overeenkomst, vallen buiten dit akkoord.

ARTIKEL 9.

Dit akkoord zal aan het Duitsch-Belgisch Gemengd Scheidsgerecht worden medegedeeld. De meeningsverschillen onder Diensten met betrekking tot de interpretatie en de uitvoering van dit akkoord zullen aan bewust Gemengd Scheidsgerecht worden voorgelegd.

ARTIKEL 10.

Dit akkoord, gesteld in 't Fransch en in 't Duitsch, wordt van kracht op den datum van het toetreden van de Belgische en de Deutsche Regeering, welke toetreding zal betuigd worden door het wisselen van nota's tussehen het Belgisch Ministerie van Buitenlandsche Zaken en het Duitsch Gezantschap te Brussel.

Gedaan te Parijs, in 't Fransch en in 't Duitsch in twee exemplaren, den 22^e December 1927.

Voor den Deutschen Afrekeningsdienst,

(w. get.) D^r BRILL.

Voor den Belgische Afrekeningsdienst,

(w. get.) SARTINI,

COLARD.

PROTOCOL.

Gelet op het gezamenlijk akkoord dat heden werd getroffen tussehen den Belgischen en den Deutschen Afrekeningsdienst, met het oog op eene algemeene regeling van de kleine vorderingen, verklaren ondergeteekende gevolmachtigden van de Belgische en de Deutsche Regeering in den naam van hunne respectieve Regeeringen hetgeen volgt :

I.

De Belgische Koninklijke Regeering verbindt zich er toe van nu af aan de bij artikel 10 van bedoeld akkoord voorziene toetreding zonder voorbehoud te betuigen zoodra de Belgische Wetgevende Kamers dit akkoord hebben goedgekeurd. De Belgische Regeering zal zich beijveren om, met het oog op het bespoedigen van de compensatieverrichtingen, deze goedkeuring zoodra mogelijk en in alle geval vóór 19 Februari 1928 te bekomen.

II.

De Deutsche Regeering verbindt zich er toe van nu af aan de bij artikel 10 van bedoeld akkoord voorziene toetreding zonder voorbehoud te betuigen, op voorwaarde dat de Koninklijke Regeering, vóór 8 Maart 1928, aan het Duitsch gezantschap te Brussel late weten, dat de Belgische Wetgevende Kamers dit akkoord hebben goedgekeurd.

III.

Het wisselen van de bij artikel 10 van bovenbedoeld akkoord voorziene nota's zal geschieden binnen de acht dagen na de mededeeling waarvan sprake onder n^o II hierboven.

Gedaan te Parijs, in 't Fransch en in 't Duitsch, in twee exemplaren, den 22^e December 1927.

Voor de Deutsche Regeering,

(w. get.) D^r FUCHS.

Voor de Belgische Koninklijke Regeering,

(w. get.) H. DEDUYTSCHAEVER.

(10)

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers

PROJET DE LOI

**approuvant l'accord forfaitaire
conclu entre la Belgique et l'Alle-
magne, sur le règlement des pe-
tites créances soumises à la pro-
cédure de compensation.**

WETSONTWERP

**houdende goedkeuring van het ge-
zamenlijk akkoord tusschen Bel-
gië en Duitschland gesloten om
trent het regelen van de kleine,
aan de afrekeningsproceduur
onderworpen schuldvorderingen**

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
des Affaires Etrangères et de Notre
Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Etran-
gères et Notre Ministre des Finances
sont chargés de soumettre, en Notre
Nom, aux Chambres législatives le
projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UN.

L'accord forfaitaire sur le règle-
ment des petites créances, conclu à
Paris le 22 décembre 1927, entre les
représentants des Offices de Vérifica-
tion et de Compensation belge et alle-
mand, est approuvé.

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toe-
komenden, Heil.*

Op de voordracht van Onzen Mi-
nister van Buitenlandsche Zaken en
van Onzen Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche
Zaken en Onze Minister van Finan-
ciën zijn gelast het wetsontwerp waar-
van de inhoud volgt, in Onzen Naam,
aan de Wetgevende Kamers voor te
leggen :

EERSTE ARTIKEL.

Het gezamenlijk akkoord omtrent
het regelen van de kleine schuldvor-
deringen, den 22 December 1927 te
Parijs gesloten tusschen de vertegen-
woordigers van den Belgischen en van
den Duitschen Afrekeningsdienst,
wordt goedgekeurd.

ART. 2.

La présente loi entrera en vigueur le lendemain du jour de sa publication au *Moniteur*.

Donné à Bruxelles, le 16 janvier 1928.

ART. 2.

Deze wet zal in werking treden daags na de bekendmaking ervan in den *Moniteur*.

Gegeven te Brussel, den 16^e Januari 1928.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

HYMANS.

Le Ministre des Finances,

De Minister van Financiën,

B^{on} M. HOUTART.
